

### La Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'OMS (CCLAT) Article 5.3

« En définissant et en appliquant leur politiques de santé publique en matière de lutte antitabac, les Parties veillent à ce que ces politiques ne soient pas influencées par les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac, conformément à la législation nationale. »

## Une ingérence de l'industrie du tabac à tous les niveaux aux Philippines

En ce qui concerne l'ingérence de l'industrie du tabac, il n'y a pas d'endroit plus emblématique que les Philippines. Ce pays le lobby pro tabac le plus actif de l'Asie<sup>1</sup>, pour tester la mise en œuvre de la CCLAT, notamment son article 5.3. L'ingérence de l'industrie du tabac est ainsi présente sous différentes formes et ce dans toutes les sphères du gouvernement.

Une stratégie qui émerge de la part de l'industrie du tabac est de tenter d'obtenir un «siège à la table des discussions». En particulier, cela signifie : avoir des représentants qui promeuvent les intérêts de l'industrie du tabac au sein des délégations gouvernementales à la Conférence des Parties à la CCLAT, au sein de ses organes subsidiaires et de ses groupes de travail<sup>2,3,4</sup>. Pendant ce temps, les initiatives visant à mettre en œuvre des lois plus strictes de lutte antitabac au niveau local, sont contrecarrées par le lobbying de l'industrie auprès de responsables officiels à l'échelon local dans les administrations.

En termes de législation, un fort lobbying du tabac empêche l'adoption de lois efficaces de lutte antitabac, ou veille à ce que les lois adoptées soient diluées pour en limiter l'impact<sup>5</sup>. A titre d'exemple on peut mentionner : le Republic Act n° 9211, la Loi sur la réglementation du tabac, qui déclare la nécessité d'une politique qui concilie les besoins de la santé avec les intérêts de l'industrie du tabac. Le RA 9211 a également créé le Comité inter-institutions-tabac (IAC-T) pour superviser la mise en œuvre. Toutefois, tant que ce comité comptera un représentant de l'industrie du tabac et d'autres représentants d'organismes promouvant les intérêts de l'industrie du tabac en son sein, l'IAC-T ne pourra être efficace.

<sup>1</sup> K. Alechnowicz & S. Chapman, "The Philippine tobacco industry: the strongest tobacco lobby in Asia".

<sup>2</sup> Letter of Secretary Alcala to Secretary Enrique Ona, "Philippine Delegation for Article 6 of the FCTC" dated 15 November 2011.

<sup>3</sup> Letter of Secretary Alcala to President Benigno Aquino III "Draft Guidelines for Articles 9 and 10 of the WHO Framework Convention on Tobacco Control" dated 22 October 2010.

<sup>4</sup> Letter of Administrator Edgardo Zaragosa to the WHO FCTC Secretariat "Philippine Delegation for Article 6 of the Framework Convention on Tobacco Control" dated 5 December 2011.

<sup>5</sup> "Well-entrenched interest", Lilita Balane ad Jesus Llanto, *Newsbreak* "Smoked Out, Where do 'presidentiables' stand?" pp. 15 - 17 (March- April 2010).

L'industrie du tabac est également devenue plus procédurière, en lançant des recours en justice à l'égard des mesures antitabac en cours d'adoption ou mises en œuvre par le gouvernement<sup>6</sup>. Les poursuites multiples et pleines de duplicité engagées à l'encontre des mesures de contrôle du tabac comprennent:

- 5 procédures contre le ministère de la Santé (DOH) concernant la réglementation administrative relative aux informations sanitaires graphiques
- Une procédure à l'encontre de la Food and Drug Administration (FDA) à propos des règles et règlements édictés par l'agence;
- Une procédure contre l'Autorité métropolitaine de Manille pour le développement (MMDA) à propos de la mise en œuvre des politiques d'interdictions de fumer
- Procédures mettant en cause la réglementation du DOH interdisant la délivrance de permis pour la promotion du tabac.

Les Philippines ont pris des mesures à l'égard de l'industrie du tabac pour lutter contre ses interférences en adoptant et en appliquant des politiques qui s'appuient sur les recommandations de la CCLAT, en son article 5.3 et ses lignes directrices. Cependant, il est nécessaire de soutenir les efforts de sensibilisation entrepris et de rendre compte de l'ingérence de l'industrie afin de mieux « dénormaliser » ces stratégies. Pour voir de réels progrès dans la lutte antitabac, le gouvernement devrait reconnaître que la priorité doit être accordée à la santé publique sur les intérêts de l'industrie du tabac.

**Information supplémentaire sur la JMST 2012 - <http://fctc.org>**

**Questions ou commentaires ? - [editor@fctc.org](mailto:editor@fctc.org)**

---

<sup>6</sup> HealthJustice, "An Uphill Battle, Shadow Report on the Implementation of the WHO Framework Convention on Tobacco Control in the Philippines" p.20, (2011).